

www.emwelt.lu

© Mireille Feldtrauer-Mollitor

Instructions et recommandations aux administrations pour la mise en oeuvre de la

Politique d'Achat Public (PAP)

du gouvernement luxembourgeois



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Administration de la nature et des forêts

Politique d'Achat Public

La PAP du gouvernement luxembourgeois consiste à garantir l'achat de tout bois ou produit ligneux y compris le papier, en provenance de **sources légales et durables**. Cette politique est obligatoire pour toutes les administrations et projets recevant des fonds du gouvernement. Elle est entrée en vigueur le **1^{er} janvier 2014**.



© Mireille Feldtrauer-Molitor

Les organismes publics concernés doivent tout mettre en œuvre pour se conformer à la PAP. Il est conseillé de documenter autant que possible la mise en œuvre.

Pour toute dérogation, il est nécessaire d'obtenir une autorisation du ministre.



© Mireille Feldtrauer-Molitor

Produits concernés

Selon la décision gouvernementale, tous les produits de bois sont concernés, y compris le papier.



© Eric Meurisse

Cependant sur décision du ministre de l'Environnement, la liste des produits est limitée aux produits du règlement (UE) n°995/2010 du Parlement eu-

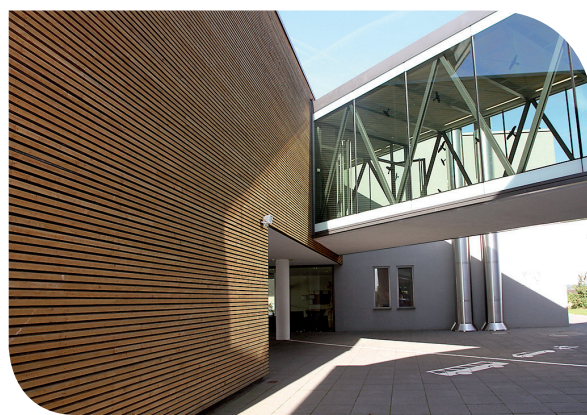
ropéen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois ou des produits dérivés sur le marché.

La liste des produits concernés se trouve en annexe. Elle fait référence à la nomenclature combinée CEE.

Cahiers des charges

Les adjudicataires sont tenus d'inscrire les clauses des conditions du marché relatif au bois, dans leurs cahiers des charges. Il est recommandé de demander des preuves préalables en cas de doute auprès des offrants après la réception des offres et au plus tard avant l'adjudication du marché.

En outre, il est indispensable d'exiger des preuves formelles (factures, bons de livraison et certificats) avant le paiement des factures.



© Mireille Feldtrauer-Molitor

Pour être conforme à la décision du gouvernement, le pouvoir adjudicateur ne peut accepter que les preuves de l'une des 3 catégories suivantes:

- **Preuve de la catégorie A:** le bois et les produits de bois sont certifiés sous un régime de certification reconnu par le gouvernement luxembourgeois (actuellement FSC et PEFC). Une preuve de la catégorie A implique que la chaîne de contrôle soit continue, de la forêt jusqu'à l'usinage du produit fini. Le fabricant du produit fini doit être **certifié**.

- Pour vérifier une preuve de catégorie A, consultez:
<https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/forets/support-technique.pdf>

- **Preuve FLEGT:** le bois et les produits dérivés du bois sont exportés d'un pays producteur de bois qui a signé une des réglementations forestières bilatérales ou un accord de partenariat volontaire avec l'Union Européenne. Lorsqu'il s'agit de produits dérivés le fabricant doit prouver la viabilité de la chaîne de contrôle. La liste des licences FLEGT sont disponibles sur le site de la CE.

- **Preuve de la catégorie B:** toute autre preuve documentaire qui fournit l'assurance que la source est durable (peut inclure, par exemple, des audits indépendants et des déclarations de l'entrepreneur qui est tenu d'aviser l'autorité contractante de la source ou des sources de tous les bois bruts et de produits dérivés du bois). La preuve est seulement acceptable si les critères sont respectés en forêts et si la traçabilité est robuste.

- Si la chaîne de contrôle est cassée avant le produit fini, alors il faut que le contractant apporte les preuves manquantes de traçabilité. Il est important pour ce type de preuve de bien évaluer la crédibilité de la gestion forestière. Pour ce faire, l'Administration de la nature et des forêts a établi un document avec les critères de légalité et de durabilité à vérifier:

- <https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/forets/support-technique.pdf>



Pour avoir plus d'information sur les spécifications applicables aux cahiers des charges, veuillez-vous référer au projet de texte pour les cahiers des charges:

<https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/forets/support-technique.pdf>

Conditions d'un contrat type

Après acceptation d'un marché, il faut réaliser un contrat d'achat contenant certaines conditions, pour être en conformité avec la politique d'achat. Ces conditions concernent des exigences par rapport au bois et les preuves de conformité.



A cela s'ajoute les droits que l'autorité contractante se réserve. Elle décide ainsi si les preuves apportées sont ou non concluantes et se réserve le droit d'agir en conséquence (droit à la vérification indépendante et droit au refus du bois).



Vous pouvez trouver des informations complémentaires à ce sujet sur notre site web: <https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/forets/support-technique.pdf>

En cas de non-respect, il y a lieu d'appliquer des sanctions.



Un support continue pour l'application de cette politique d'achat est assurée par la direction de l'Administration de la nature et des forêts.

Administration de la nature et des forêts

81, avenue de la gare
L-9233 Diekirch

Page web:

https://environnement.public.lu/fr/natur/forets/nouveau_code_forestier.html

Contact:

Tél.: +352 402 201 - 1
Fax: +352 402 201 - 650
email: anf.direction@anf.etat.lu

ANNEXE

Bois et produits dérivés par le règlement sur le bois de l'Union Européenne ¹

tels qu'ils sont classés dans la **nomenclature combinée** présentée à l'annexe I du règlement (CEE) no 2658/87 du Conseil ²

4401 Bois de chauffage en rondins, bûches, ramilles, fagots ou sous formes similaires; bois en plaquettes ou en particules; sciures, déchets et débris de bois, même agglomérés sous forme de bûches, briquettes, boulettes ou sous formes similaires

4403 Bois bruts, même écorcés, désaubierés ou équarris

4406 Traverses en bois pour voies ferrées ou similaires

4407 Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm

4408 Feuilles pour placage (y compris celles obtenues par tranchage de bois stratifié), feuilles pour contreplaqués ou pour autres bois stratifiés similaires et autres bois sciés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés, assemblés bord à bord ou en bout, d'une épaisseur n'excédant pas 6 mm

4409 Bois (y compris les lames et frises à parquet, non assemblées) profilés (languetés, rainés, bouvetés, feuillurés, chanfreinés, joints en V, moulurés, arrondis ou similaires) tout au long d'une ou de plusieurs rives, faces ou bouts, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout

4410 Panneaux de particules, panneaux dits «oriented strand board» (OSB) et panneaux similaires (par exemple «waferboards»), en bois ou en autres matières ligneuses, même agglomérés avec des résines ou d'autres liants organiques

4411 Panneaux de fibres de bois ou d'autres matières ligneuses, même agglomérées avec des résines ou d'autres liants organiques

Bois contreplaqués, bois plaqués et bois stratifiés similaires

4413 00 00 Bois dits «densifiés», en blocs, planches, lames ou profilés

4414 00 Cadres en bois pour tableaux, photographies, miroirs ou objets similaires

4415 Caisses, caissettes, cageots, cylindres et emballages similaires, en bois; tambours (tourets) pour câbles, en bois; palettes simples, palettes-caisses et autres plateaux de chargement, en bois; rehausses de palettes en bois (pas les matériaux d'emballage, utilisés exclusivement comme matériaux d'emballage pour soutenir, protéger ou porter un autre produit mis sur le marché)

4416 00 00 Futailles, cuves, baquets et autres ouvrages de tonnellerie et leurs parties, en bois, y compris les merrains

4418 Ouvrages de menuiserie et pièces de charpente pour construction, y compris les panneaux cellulaires, les panneaux assemblés pour revêtement de sol et les bardeaux (shingles et shakes), en bois

Pâte et papier des **chapitres 47 et 48** de la nomenclature combinée, à l'exception des produits à base de bambou et produits de récupération (déchets et rebuts)

9403 30, 9403 40, 9403 50 00, 9403 60 et 9403 90 30 Meubles en bois

9406 00 20 Constructions préfabriquées

Produits non couverts par le règlement

Produits recyclés

Produits de l'édition tels que les livres, les magazines et les journaux

Matériaux d'emballage, utilisés exclusivement comme matériaux d'emballage pour soutenir, protéger ou porter un autre produit mis sur le marché

Les produits à base de bambou et de rotin

1] Règlement (UE) n°995/2010 du Parlement européen et du Conseil du 20 octobre 2010 établissant les obligations des opérateurs qui mettent du bois ou des produits dérivés sur le marché

2] Règlement (CEE) no 2658/87 du Conseil du 23 juillet 1987 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (JO L 256 du 7.9.1987)

www.emwelt.lu

© Mireille Feldtrauer-Waltor

Anweisungen und Empfehlungen für die Verwaltungen zur Umsetzung der
Öffentlichen Einkaufspolitik
der luxemburgischen Regierung



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Administration de la nature et des forêts

Öffentliche Einkaufspolitik

Die öffentliche Einkaufspolitik der luxemburgischen Regierung besteht darin, beim Kauf von Holz oder Holzprodukten, inklusive Papier, deren Herkunft aus **legalen und nachhaltig genutzten Quellen** zu garantieren. Die Politik gilt zwangsweise für alle Verwaltungen und Projekte, welche staatlich gefördert oder finanziert werden. Diese Vorschriften traten am **1. Januar 2014** in Kraft.



© Mireille Feldtrauer-Molitor

Die betroffenen öffentlichen Instanzen müssen dafür sorgen, dass sie konform zur Einkaufspolitik handeln. Es ist empfehlenswert, die Umsetzung der Vorschriften möglichst umfassend zu dokumentieren.

Jede Ausnahme bedarf einer Genehmigung des Ministeriums.



© Mireille Feldtrauer-Molitor

Betroffene Produkte

Laut Entscheidung der Regierung sind alle Holzprodukte, inklusive Papier, betroffen.



© Eric Meurisse

Der Umweltminister entschied jedoch die Liste der Produkte auf jene Produkte zu begrenzen, die in der EU-Vorschrift (UE) Nummer 995/2010 des Europäischen Parlaments und des Rats vom 20. Oktober 2010

aufgelistet sind, in welchen die Verpflichtungen der Unternehmer festgelegt werden, welche Holz oder Holzprodukte auf den Markt bringen.

Die Liste der betroffenen Produkte befindet sich im Anhang. Sie nimmt Bezug auf die kombinierte CEE-Nomenklatur.

Lastenheft

Die Auftragnehmer sind aufgefordert, die Klauseln der Konditionen des Holzhandels in ihren Lastenheften aufzuführen. Es ist bei Zweifeln empfehlenswert, vorher Belege von den Anbietern einzufordern, nach Erhalt des Angebots oder spätestens vor der Auftragsvergabe.

Weiterhin ist es unabdingbar, formelle Belege (Rechnungen, Lieferscheine und Zertifikate) vor dem Bezahlen der Rechnungen zu verlangen.



© Mireille Feldtrauer-Molitor

Um konform zum Beschluss der Regierung zu sein, kann die den Auftrag erteilende Instanz nur Belege aus einer der drei folgenden Kategorien akzeptieren:

- **Beleg der Kategorie A:** Das Holz und die Holzprodukte wurden zertifiziert im Rahmen eines von der luxemburgischen Regierung anerkannten Zertifizierungssystems (aktuell FSC und PEFC). Ein Beleg der Kategorie A beinhaltet, dass die Kontrollkette ununterbrochen vom Wald bis zur Verarbeitung des Produkts überprüfbar ist. Der Hersteller des fertigen Produkts muss **zertifiziert** sein.

- Um einen Beleg der Kategorie A zu überprüfen, schauen Sie sich die Webseiten unter folgender Adresse an:

<https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/forets/support-technique.pdf>

- **Beleg FLEGT:** das Holz und die Holzprodukte wurden aus einem Holz produzierenden Land exportiert, das eine der bilateralen Forstgesetze oder eine freiwillige Partnerschaft mit der Europäischen Union unterzeichnete. Bei Holzprodukten muss der Hersteller die Durchführbarkeit einer Kontrollkette belegen. Die Liste der FLEGT-Lizenzen findet man auf der Webseite der Europäischen Union.

- **Beleg der Kategorie B:** Jede andere Art von Belegen in Form von Dokumenten, welche belegen, dass es sich um eine nachhaltige Quelle handelt (kann zum Beispiel unabhängige Kontrollen und Erklärungen des Unternehmers enthalten, der angehalten ist, die betreffende Behörde über die Quelle oder Quellen des Holzes und der Holzprodukte zu informieren). Der Beleg kann nur akzeptiert werden, wenn in Bezug zum Wald die Kriterien erfüllt werden und deren Nachvollziehbarkeit in hohem Masse gegeben ist.

- Wird die Kontrollkette bis zum fertigen Produkt vorher unterbrochen, muss der Vertragspartner die fehlenden Belege besorgen. Es ist bei dieser Art von Belegen wichtig, die Glaubwürdigkeit hinsichtlich der Waldbewirtschaftung richtig einzuschätzen. Dafür hat die Naturverwaltung ein Dokument mit den zu überprüfenden Kriterien hinsichtlich Legalität und Nachhaltigkeit unter folgender Webadresse online gestellt:

<https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/forets/support-technique.pdf>



Um mehr Informationen über die im Lastenheft anzugebenden Spezifikationen zu erhalten, nutzen Sie den Textentwurf für Lastenhefte:

<https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/forets/support-technique.pdf>

Standardvertragsbedingungen

Nach Vertragsabschluss muss ein Kaufvertrag mit bestimmten Vertragsbedingungen erstellt werden, um konform zur Einkaufspolitik zu handeln. Diese Vertragsbedingungen betreffen die Anforderungen hinsichtlich des Holzes und der Konformitätsbelege.



Sie werden durch die Rechte ergänzt, welche die beteiligte Behörde sich vorbehält. Die Behörde entscheidet ob die vorliegenden Belege überzeugend sind oder nicht und behält sich entsprechende Schritte als Konsequenz vor (Recht auf eine unabhängige Überprüfung und Recht auf Annahmeverweigerung des Holzes).



Sie finden weiterführende Informationen zu diesem Thema unter der Webadresse:

<https://environnement.public.lu/dam-assets/documents/natur/forets/support-technique.pdf>

Bei Zuwiderhandlungen sollten Sanktionen erfolgen.

Die Direktion der Naturverwaltung garantiert eine dauerhafte Unterstützung bei der Anwendung dieser Einkaufspolitik.



Naturverwaltung

81, avenue de la gare
L-9233 Diekirch

Internetseite:

https://environnement.public.lu/fr/natur/forets/nouveau_code_forestier.html

Kontakt:

Tél.: +352 402 201 - 1
Fax: +352 402 201 - 650
email: anf.direction@anf.etat.lu

ANHANG

Holz und Holzzeugnisse betroffen von der EU-Holzhandelsverordnung¹

Unter die vorliegende Verordnung fallende(s) Holz und Holzzeugnisse nach der Einreihung in die Kombinierte Nomenklatur gemäß Anhang I der Verordnung (EWG) Nr. 2658/87 des Rates²

4401 Brennholz in Form von Rundlingen, Scheiten, Zweigen, Reisigbündeln oder ähnlichen Formen; Holz in Form von Plättchen oder Schnitzeln; Sägespäne, Holzabfälle und Holzausschuss, auch zu Pellets, Briketts, Scheiten oder ähnlichen Formen zusammengepresst

4403 Rohholz, auch entrindet, vom Splint befreit oder zwei- oder vierseitig grob zugerichtet

4406 Bahnschwellen aus Holz

4407 Holz, in der Längsrichtung gesägt oder gesäumt, gemessert oder geschält, auch gehobelt, geschliffen oder an den Enden verbunden, mit einer Dicke von mehr als 6 mm

4408 Furnierblätter (einschließlich der durch Messern von Lagenholz gewonnenen Blätter) für Sperrholz oder ähnliches Lagenholz und anderes Holz, in der Längsrichtung gesägt, gemessert oder geschält, auch gehobelt, geschliffen, an den Kanten oder an den Enden verbunden, mit einer Dicke von 6 mm oder weniger

4409 Holz (einschließlich Stäbe und Frieze für Parkett, nicht zusammengesetzt), entlang einer oder mehrerer Kanten, Enden oder Flächen profiliert (gekehlt, genutet, gefedert, gefalzt, abgeschrägt, gefriest, gerundet oder in ähnlicher Weise bearbeitet), auch gehobelt, geschliffen oder an den Enden verbunden

4410 Spanplatten, „oriented strand board“-Platten und ähnliche Platten (z.B. „waferboard“-Platten) aus Holz oder anderen holzigen Stoffen, auch mit Harz oder anderen organischen Bindemitteln hergestellt

4411 Faserplatten aus Holz oder anderen holzigen Stoffen, auch mit Harz oder anderen organischen Stoffen hergestellt

4412 Sperrholz, furniertes Holz und ähnliches Lagenholz

4413 00 00 verdichtetes Holz in Blöcken, Platten, Brettern oder Profilen

4414 00 Holzrahmen für Bilder, Fotografien, Spiegel oder dergleichen

4415 Kisten, Kistchen, Verschlüge, Trommeln und ähnliche Verpackungsmittel, aus Holz; Kabeltrommeln aus Holz; Flachpaletten, Boxpaletten und andere Ladungsträger, aus Holz; Palettenaufsatzwände aus Holz; (Nicht-Verpackungsmaterial, das ausschließlich als Verpackungsmaterial zum Stützen, zum Schutz oder zum Tragen eines anderen in Verkehr gebrachten Erzeugnisses verwendet wird.)

4416 00 00 Fässer, Tröge, Bottiche, Kübel und andere Böttcherwaren und Teile davon, aus Holz, einschließlich Fassstäbe

4418 Bautischler- und Zimmermannsarbeiten, einschließlich Verbundplatten mit Hohlraum-Mittellagen, Parketttafeln, Schindeln („shingles“ und „shakes“) aus Holz

Zellstoff und Papier der **Kapitel 47 und 48** der Kombinierten Nomenklatur, ausgenommen Erzeugnisse auf Bambusbasis und Wiedergewinnungsprodukte (Abfälle und Ausschuss)

9403 30, 9403 40, 9403 50 00, 9403 60 und 9403 90 30 Holzmöbel

9406 00 20 vorgefertigte Gebäude

Welche Produkte sind nicht betroffen?

Wiederverwertete Produkte

Bedrucktes Papier wie Bücher, Zeitschriften und Zeitungen

Verpackungsmaterial, das ausschließlich zum Stützen, zum Schutz oder zum Tragen eines anderen Produktes verwendet wird

Bestimmte Bambus- und Rattanprodukte

¹ Verordnung (EU) Nr. 995/2010 des europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Oktober 2010 über die Verpflichtungen von Marktteilnehmern, die Holz und Holzzeugnisse in Verkehr bringen

² Verordnung (EWG) Nr. 2658/87 des Rates vom 23. Juli 1987 über die zolltarifliche und statistische Nomenklatur sowie den Gemeinsamen Zolltarif (ABl. L 256 vom 7.9.1987, S. 1)